

**COMPTE RENDU DE L'ATELIER D'ECHANGES ENTRE LES OSC
MEMBRES DES PLATEFORMES GFF EN COTE D'IVOIRE TENU EN LIGNE
LE 21 SEPTEMBRE 2021**

***LISTE DES PARTICIPANTS**

N°	NOM	PRÉNOM(S)	FONCTION	STRUCTURE
1	PRUDENCIO	Kenneth	Responsable plaidoyer	ASAPSU
2	ZIKEHOULI	Digbeu Luc	Chargé de plaidoyer	FENOSCI
3	ZADI	Agui	Président	ONG CÔTE D'IVOIRE CHARITÉ
	SOPOUDE		Juanita	COMMISSION NATIONALE JUSTICE, PAIX ET ENVIRONNEMENT
5	TIEHI		Directeur Exécutif	ONG ESPOIR HANDICAP
6	KOFFI	Séraphin	Directeur Exécutif	CNADES
7	KONAN	Victor	Directeur Exécutif	ASSOCIATION JEUNESSE ET ENFANCE DE CI
8	KONE	Ladji		ODDES
9	KOUAKOU	Nathalie	Présidente	VIVRE SANS VIOLENCE
10	NOGBOU	Frédéric	Directeur Exécutif	ABCOM
11	SAHI	Adéline	Assistante de Direction	CAVOEQUIVA
12	DOMPO		Vice-Présidente	ABT
13	SILUE	Gninama		
14	LATH	Claudine	Directrice Exécutive	ASAPSU
15	TOMEKPA	Liliane	Chargée de plaidoyer	ASAPSU
16	DOUMBIA	Drissa	Directeur Exécutif	ONG SOUTRA

Durée : 15h-17h

Modération générale : Prudencio Kenneth / Zikehouli Digbeu Luc

ORDRE DU JOUR

- 1/ Installation et Présentation des participants
- 2/ Le GFF un mécanisme comme un autre ?
 - Présentation, spécificités, prochaine reconstitution et lien avec la Société Civile
 - Le GFF et le dossier d'investissement en Côte d'Ivoire : présentation de la grille d'analyse et des résultats obtenus
- Questions Réponses
- 3/ Analyse des résultats du sondage : les difficultés et les enseignements
- 4/ Recommandations des OSC ivoiriennes afin d'améliorer le fonctionnement du GFF dans le pays (Plénière)
- 5/ Stratégie pour faire remonter ces besoins et suivre leur prise en compte dans le fonctionnement du GFF : Les cibles et la coordination entre OSC. 15 minutes. (Plénière)
- 6/ Prochaines étapes et Divers

DÉROULEMENT DE L'ATELIER

1-Installation et présentation des participants

Le mardi 21 septembre 2021 s'est tenu un atelier d'échanges entre les OSC membres des plateformes GFF en Côte d'Ivoire. Débuté à 15h avec le mot d'ouverture, cet atelier était modéré conjointement par M. Prudencio Kenneth (ASAPSU) et M. Zikehouli Digbeu Luc (FENOSCI). Après le mot d'ouverture, les participants ont procédé à leur présentation ainsi qu'à celle de leur structure. (Voir tableau)

2-Le GFF un mécanisme comme un autre ?

● Présentation, spécificités, prochaine reconstitution et lien avec la Société Civile Avant tout propos, M. Zikehouli, a tenu à adresser ses remerciements à tous les participants pour l'intérêt et l'importance accordé à cette rencontre. Il a remercié spécialement la Directrice Exécutive de ASAPSU et toute son équipe au nom de Mme Koné pour l'occasion qu'ils offrent de pouvoir partager les connaissances sur le GFF.

Il a par la suite défini le GFF comme un mécanisme de financement mondial, comme l'élément catalyseur de santé piloté par les pays. Pour structurer sa présentation, M. Zikehouli a procédé par une série de questions en rapport avec le sujet du GFF.

Qu'est-ce que le GFF ? Quelles sont les différentes composantes clés ? Quelles sont les priorités ?

Le Global Financing Facility (GFF) ou mécanisme en soutien à chaque financement a été créé en juillet 2015 à Addis-Abeba en Ethiopie au cours de la 3^e Conférence Internationale sur le Financement du Développement avec pour objectif principal d'appuyer la santé mère-enfant.

C'est aussi une approche pour promouvoir la couverture sanitaire universelle. A côté de cela, selon M. Zikehouli, le GFF veut

- réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile

- améliorer la santé, le bien-être des femmes, des enfants et des adolescents -

intégrer pour chaque pays les priorités nationales identifiées par les acteurs locaux

- aligner les acteurs sur les priorités des pays en matière dans une logique d'appropriation et de leadership des pays.

La mission du GFF consiste à

- identifier les investissements prioritaires et les réformes prioritaires et pérennes en matière de financement de la santé

- mobiliser les ressources nationales publiques, privées et internationales

- renforcer les systèmes de santé pour suivre les progrès en matière de couverture des besoins prioritaires nationaux y compris le bien être des femmes, des enfants et des adolescents

En outre, le GFF est un mécanisme

- d'opérationnalisation du PNDS (Plan National de Développement

Sanitaire) -d'identification des priorités nationales budgétisées

- d'harmonisation des activités des bailleurs et du gouvernement autour des priorités nationales

- de mobilisation de nouvelles ressources externes et internes

Plusieurs acteurs au plan nationaux sont impliqués dans le développement du processus du GFF. Ce sont entre autres le Ministère de la santé, la Société civile à travers la FENOSCI, le secteur privé.

La vision du GFF est de

- mettre fin aux décès évitables des femmes, des nouveaux nés et des adolescents -

améliorer la santé et la qualité des soins des femmes, des adolescents et des enfants.

En réalité, la population nationale est importante pour le GFF.

Les principes du GFF se résument en appropriation nationale et équité.

Le GFF, affirme M. Zikehouli, agit à partir de trois approches :

- identifier les investissements prioritaires pour obtenir des résultats
- obtenir davantage de résultat et accroître le volume total des financements
- renforcer les systèmes de santé.

Les deux composantes clés qui ressortent de sa présentation sont la Plateforme de Coordination Nationale des Financements de la Santé et les dossiers d'investissement (plan d'action/cartographie).

Plus loin, il a défini les sept (7) priorités à savoir

- la santé communautaire
- la fonctionnalité et qualité des soins primaires
- la chaîne d'approvisionnement
- les ressources humaines
- les informations sanitaires
- l'intégration du secteur privé
- les réformes dans le financement de la santé (depuis 2019)

Après avoir défini les priorités, M. Zikehouli a présenté la chronologie du processus du GFF en Côte d'Ivoire :

- Novembre 2017 → adhésion du pays au GFF
- Février 2018 → définition des priorités
- Février - décembre 2018 → travaux des sous commissions
- Décembre 2018 → priorisation des interventions, Budgétisation du I
- Janvier-mars 2019 → finalisation du DI
- Avril 2019 → adoption du DI en conseil des Ministres
-
- Avril 2019 Dialogue National sur le Financement de la Santé
- Juillet 2019 → mise en place de la PNCFS

Décembre 2019 → finalisation du cadre de résultats du DI

Premier trimestre 2020 → début de mise en œuvre du DI

En continuant ses propos, il a affirmé que le GFF avait besoin d'une plateforme sur laquelle s'appuyer pour ces actions. Telle est la raison pour laquelle la plateforme du Dialogue National a été mise en place. Elle s'est par la suite réunie pour élaborer le plan de travail. La prochaine étape devrait donc suivre le processus tel qu'élaboré pour une atteinte des objectifs.

-Elaboration du cadre de travail de la PNCFS dont s'occupe le Dr Ouattara Mariam

-Validation du cadre de résultat

-Elaboration du tableau de bord pour le suivi des résultats

-Travaux GTT

-Présentation des résultats des travaux des GTT à PNCFS

-Révision du DI

-Elaboration de la cartographie des ressources

Le GFF se veut être un outil harmonisé de relecture des dossiers d'investissement pour apporter une expertise.

Pour maximiser ces actions, il retrace les 5 principales causes de mortalité en Côte d'Ivoire à savoir

-le paludisme (33%)

-les infections respiratoires aiguës (IRA) (20,2%)

-la malnutrition chez les enfants <5 ans (43%)

-les anémies chez les enfants <5 ans (0,13%)

-les maladies diarrhéiques chez les enfants <5 ans (0,09%)

A travers cette présentation, M. Zikehouli met en exergue la stratégie particulière du GFF basée alors sur :

-les besoins, les priorités

-l'analyse de la qualité des prestations

-le renforcement des capacités.

En conclusion, il informe que les axes de priorité de la GFF sont la santé préventive, la santé reproductive et la santé des adolescents. Pour une action efficiente, il faut construire un plaidoyer pour l'augmentation du financement de la santé en vue d'atteindre les 15% du

budget national surtout au niveau de la vaccination. A ce jour, la Côte d'Ivoire est loin du compte avec seulement 7%. M. Zikehouli insiste cependant sur le fait que les avancées sont non négligeables. En définitive, la Côte d'Ivoire est en route vers l'atteinte des objectifs.

Avant la série des questions, M. Kenneth a adressé ses remerciements à M. Zikehouli pour cette présentation détaillée du GFF. Il est revenu sur le mécanisme du GFF en faisant un résumé succinct de tout ce qui a précédemment été développé.

M. KONE LADJI a été le premier participant à poser sa préoccupation à l'endroit de M. ZIKEHOULI de savoir si l'augmentation du budget alloué à la santé recommandé était de 13% ou 15%.

Ce dernier a affirmé que les recommandations d'Abuja exigeaient un budget de 15%. A la fin de l'année 2020, la Côte d'Ivoire a atteint 7,43%. Cela constitue une lueur d'espoir avec les approches GFF pour atteindre les 15% par rapport à l'engagement dans la santé. Il déplore cependant le retard de trois (3) années de la Côte d'Ivoire avec les comptes (données) au niveau de la santé.

A la question de M. KONAN pour M. ZIKEHOULI de savoir quelles seraient les attentes des ONG dans ce nouveau concept du GFF au niveau de l'amélioration des conditions des enfants et des adolescents ? Quel plan d'action réel à mettre en place ?

M. ZIKEHOULI répond en donnant la précision de l'importance des ONG au plan national et régional. Il faut donc rechercher quelle action mener dans le district au niveau des communautés. En outre, il est indispensable que chaque communauté s'approprie le GFF. Tout le monde doit être au même niveau d'informations concernant le GFF pour orienter les financements.

M. PRUDENCIO ajoute que le rôle de la Société civile est important. Pour atteindre les objectifs, il faut que les OSC aient une bonne connaissance de ce mécanisme.

Un participant relève que le GFF n'est pas suffisamment connu pendant qu'il est un organe important pour les communautés. Dans cette optique, il aimerait connaître le mécanisme prévu par le GFF pour capitaliser les projets. Quel est le mode de partage ?

M. ZADI AGUI informe qu'il était au début du processus du GFF. Il a suivi les différentes étapes jusqu'au lancement et la réunion avec la Banque Mondiale. Mais il déplore la rupture de la communication sur l'évolution du GFF parce que les OSC ont besoin d'avoir des informations continues. Il recommande par ailleurs une retro information qui leur permette de réorienter leurs membres. Avant de terminer ses propos, il revient sur l'initiative de ce genre de rencontre tout en adressant particulièrement ses remerciements à ASAPSU.

A ces différentes interventions M. ZIKEHOULI répond en précisant que le GFF est un mécanisme qui œuvre depuis quelques années. Il a débuté avec les anciens qui ont participé au processus jusqu'au dialogue national ainsi que le symposium. L'objectif de cette rencontre est en réalité le partage d'informations et de connaissances et en tirer des recommandations à porter vers le GFF qui soient celles de l'Afrique de l'ouest.

M. SILUE remercie pour l'initiative et la coordination avec le GFF. Il profite de l'occasion pour faire un plaidoyer en faveur de l'intégration des OSC qui ne sont pas membres à la plateforme GFF. Il propose pour l'avenir un partage des informations de candidatures pour que ceux qui rentrent dans le schéma du GFF puissent en faire la demande. Cela peut se faire par exemple à travers les canaux tels que la FENOSCI et ASAPSU. Selon lui, il faut aussi

descendre sur le terrain pour transmettre les informations. Il profite de la lucarne pour relever le problème crucial de financement.

Mme KAGUE GERARDE avant de prendre la parole présente ses excuses à toute l'assemblée pour le retard. Elle affirme que le GFF avait essayé au début de partager les informations et travailler avec les OSC mais cette communication a été interrompue. La rupture de communication, d'échanges et le manque de financement survenus ont retardé bon nombre de choses. A cela s'est ajouté la crise sanitaire du COVID19 qui a plombé toutes les activités et retardé le GFF. Le monde entier y compris les acteurs de la santé se sont plus tournés vers la riposte contre la pandémie.

M. PRUDENCIO est revenu sur la préoccupation de Mme KAGUE pour rassurer que l'initiative de la rencontre a pour principal enjeu la relance de la communication et la collecte des recommandations pour la prise en compte dans la prochaine reconstitution du GFF.

A la suite de M. PRUDENCIO, Mme SOPOUDE prend la parole pour dire merci aux initiateurs de l'atelier. Elle profite de cette occasion pour revenir sur le COVID. Il faut mettre à disposition un point au niveau des conséquences de la pandémie sur les activités. Toutefois, elle émet sa préoccupation à l'endroit de M. ZIKEHOULI au sujet de la présentation des maladies et les priorités. Pourquoi le COVID n'apparaît pas sur la liste des priorités malgré qu'il ait mobilisé tous les moyens et attiré l'attention de tous les acteurs de la santé ? Aussi aimerait-elle savoir comment ceux qui œuvrent pour la sauvegarde de la paix en milieu carcéral peuvent travailler en synergie avec ASAPSU par exemple ?

M. ZIKEHOULI revient sur les données. Il affirme qu'elles datent de 2019. A ce moment, le COVID 19 n'existait pas. Si les dossiers d'investissements sont actualisés le COVID 19 sera sûrement intégré.

M. PRUDENCIO a ajouté qu'une réflexion au niveau des financiers est prévue pour pouvoir travailler ensemble et permettre à ceux qui veulent intégrer le processus GFF d'avoir les informations nécessaires. Au niveau de la permanence de la communication, il annonce que ASAPSU va s'atteler à faire perdurer l'initiative.

M. KONE NAZEHE prenant la parole revient sur les engagements pris par les acteurs lors du Dialogue National sur la santé. Il affirme qu'il serait intéressant d'avoir les dossiers d'investissement, les autres outils sur le vaccin, les médicaments essentiels ainsi que les données pour être au même niveau d'informations.

- Le GFF et le dossier d'investissement en Côte d'Ivoire : présentation de la grille d'analyse et des résultats obtenus

Les statistiques montrent que les gens connaissent plus ou moins le GFF mais les résultats ont régressé à cause du manque de réunions régulières dû à la crise de la COVID 19.

Le bilan est mitigé quant à la personne qui convoque les réunions.

70% de non au niveau de la satisfaction montrent qu'il y a beaucoup d'amélioration.

Trois (3) propositions d'action ont été faites pour l'amélioration du processus. Les

partenaires ont émis des idées pour garantir la diffusion des informations à savoir : -

des émissions radio

- l'augmentation des financements
- la vulgarisation des dossiers d'investissements
- la rétro information
- le renforcement des capacités des OSC.

Les difficultés proviennent du manque de coordination entre les acteurs de la Société civile et le manque de coordination entre la Société civile et le GFF.

Les secteurs prioritaires identifiés par le GFF sont :

- la santé mère-enfant
- la vaccination
- la santé du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent

Pour une meilleure connaissance des missions du GFF il convient de :

- tenir compte des besoins
- impliquer plus les ONG
- informer et former ses collaborateurs
- renforcer les capacités des OSC

Au niveau de la gestion des ressources il faut :

- la vulgarisation de l'information
- la prise en compte des besoins
- la prise en charge global des OSC pour plus de durabilité
- l'accroissement des actions en direction des jeunes filles adolescentes.

3-Analyse des résultats du sondage : les difficultés et les enseignements
Questions-réponses

Au titre de l'analyse des résultats, M. PRUDENCIO KENNETH a présenté les chiffres du sondage réalisé auprès de la Société civile pour avoir une approximation des connaissances sur le GFF.

(Le document du sondage est disponible en pièce jointe)

4/Recommandations des OSC ivoiriennes afin d'améliorer le fonctionnement du GFF dans le pays

A ce niveau, M. PRUDENCIO a procédé par une évaluation des différentes recommandations recueillies lors du sondage. A cet effet, il a demandé aux partenaires de se prononcer sur les recommandations énumérées dans le sondage pour voir si elles prennent en compte toutes les idées évoquées.

Mme SOPOUDE : Le sondage représente plus ou moins les réponses données par les organisations. Elle recommande une mise à jour de la communication entre les OSC afin de favoriser le partage d'informations et de connaissances. Elle propose en plus la mise à disposition des procès-verbaux et compte-rendu des rencontres.

M. ZADI se dit satisfait de la prise en compte de ses réponses dans le sondage. Il revient pour cela sur la rétro information pour un meilleur suivi des activités au niveau du GFF et donner la capacité aux OSC d'appuyer le ministère de la santé. Les OSC ont néanmoins besoin de fonds pour travailler même si le plus important est d'être en mesure de travailler et d'atteindre les objectifs avec cet outil.

M. PRUDENCIO insiste sur le meilleur moyen pour redynamiser la plateforme car toutes les actions en cours ne doivent pas rester vaines.

M. KONE NAZEHE confirme la prise en compte des recommandations dans le sondage. Il évoque par la suite la facilité des échanges que produit actuellement l'outil ZOOM. Il ajoute également la nécessité de faire ressortir l'activité sur le dialogue national sur le résumé et les engagements pris par les acteurs à savoir l'État et le secteur privé.

Dr LATH remercie l'assemblée et les partenaires pour leur présence et leur intérêt pour la question du GFF.

M. PRUDENCIO a clos la séance après avoir rappelé l'objectif de cet atelier de faire ressortir les recommandations et les envoyer aux différents partenaires avant la reconstitution du GFF prévue pour le mois de novembre 2021.

Rapport produit par Tomekpa Liliane